

*Traduction au français de l'article publié dans le journal électronique elPlural.com le 23 de janvier de 2006, écrit par la journaliste Raquel Parrilla.*

**L' Audiencia Nacional (haute instance national des tribunaux espagnols pour la compétence universelle) enquête sur la mort de 9 espagnols au pays africain.**

## **Clinton, impliqué au génocide de Rwanda**



La congressiste nord-américaine, Cynthia McKinney, a accusé il y a quelques jours de façon frappante au gouvernement de Bill Clinton d'être derrière le coup d'État que, au 1994, a déchaîné les terribles tueries dans la régions des Grands Lacs. McKinney soutien que le gouvernement nord-américain cherchait un changement de pouvoir dans le pays.

Depuis moins d'une année l'*Audiencia Nacional* enquête, par initiative du 'Forum International pour la Vérité et la Justice en Afrique des Grands Lacs', la mort de neuf espagnols à Rwanda.

Le 6 d'avril de 1994 un attentat finissait avec la vie du président rwandais Juvénal Habyarimana, du président de Burundi, Cyprien Ntayamira, et de plusieurs collaborateurs. Cet attentat aurait provoqué la terrible répression que s'est déchaînée à la région. Plus de quatre millions de personnes auraient mort à cause des machettes, des balles ou de faim à Rwanda et à la République Démocratique du Congo.

### **Contre la version officielle**

Cet attentat s'était attribué dès le premier moment aux groupes radicaux hutus. Néanmoins, la congressiste nord-américaine et le 'Forum Internationale pour la Vérité et la Justice en Afrique des Grands Lacs', au quel elle appartient, défendent la théorie, appuyé par plusieurs témoignages, que ces faits étaient perpétrés par le Front Patriotique Rwandais (FPR), actuellement au pouvoir. Cette thèse est contraire à la version officielle de faits qui accuse aux hutus d'avoir déchaîné ce génocide.

### **Changement de gouvernement**

Selon cette organisation, Paul Kagame, actuel président de Rwanda, avait réussi prendre le pouvoir avec l'utilisation de la violence a travers de la guerre. Pour McKinney, ce qui est arrivé à Rwanda "n'était pas un génocide planifié par les hutus, sino un changement de régime, un coup d'État dirigé par Kagame et appuyé par des potences étrangères" avec des intérêts économiques très forts dans la région. Un des pays plus intéressés en le changement du régime aurait été les Etats Unis. Le gouvernement de l'époque dirigé par Bill Clinton aurait offert "formation et appui technique aux militaires du FPR", a expliqué au *elplural.com* Jordi Palou-Loverdos, représentant légal et le porte-parole du Forum.

### **Control de minéraux**

Mais ce conflit n'est pas seulement la lutte pour l'accès au pouvoir des elements extrémistes ou criminelles, mais aussi, assurent les membres du Forum "du pillage et la lutte pour le control de la exploitation de la richesse des ressources naturelles (or, diamant, et surtout du coltan, utilisé par la fabrication de portables) dans la part oriental de la République Démocratique du Congo". Dans ce pillage auraient intervenu aussi des grandes entreprises transnationales de l'Europe, Canada et des Etats-Unis, a dénoncé l'ONU.

### **L'*Audiencia Nacional* enquête**

A été précisément cette organisation, intégrée, d'entre autres personnalités, par le Prix Nobel de la Paix Adolfo Pérez Esquivel, la congressiste mentionnée et plusieurs ONG nationales et internationales, l'organisation responsable de présenter plainte criminelle par-devant l' *Audiencia Nacional*, contre 69 membres du FPR et de l'Armée Patriotique Rwandaise, pour enquêter la mort de neuf espagnols à Rwanda.

### **Religieux et coopérants**

Les décédés étaient les missionnaires Joaquim Vallmajó et Isidro Uzcudun; les maristes Servando Mayor, Julio Rodríguez, Miguel Ángel Isla et Fernando de la Fuente; trois membres de la ONG Médecins du Monde, M<sup>a</sup> Flors Sirera, Manuel Madrazo et Luis Valtueña.

### **Un autre 'affaire Pinochet'**

Le juge Fernando Andreu est en charge de l'enquête qui a été ouverte en base au principe de la Justice Universelle prévue dans la Loi espagnole et dans les Traités Internationaux. Un affaire qui fait penser à l'affaire du dictateur Pinochet, mais avec une différence importante, les accusés de l'affaire de Rwanda sont actuellement au pouvoir.

Les déclarations de la congressiste McKinney, et la publication de trois livres sur ce génocide, relancent à l'actualité un conflit qui a coûté plus de quatre millions de vies humaines et que pas toujours a reçu l'attention qui mérite.

○